

L'air du large Pisa, Shanghai et autres classements éducatifs : une lecture géopolitique

La chronique
de Frédéric
Charillon



L'étude Pisa (Programme international pour le suivi des acquis) menée par l'OCDE a été publiée le 8 septembre. Elle vise à mesurer les compétences des élèves de 15 ans en lecture, mathématiques et sciences ainsi que la capacité des jeunes à mobiliser leurs connaissances scolaires face à des situations concrètes.

Quelques jours plus tôt, le 15 août, était rendu public le très médiatique classement annuel des universités dit de Shanghai (ARWU 2026, pour Academic Ranking of World Universities, créé en 2003 par l'Université Jiao Tong de Shanghai et publié aujourd'hui par la société

« *Parce qu'il s'agit d'élèves et d'étudiants, c'est-à-dire de futures élites – ou pas –, forces vives, travailleurs, c'est aussi la compétition stratégique à l'horizon de dix, vingt ans ou plus qui s'esquisse sous nos yeux* »

Shanghai Ranking Consultancy). D'autres classements existent, comme le QS World University Rankings (plus connu des étudiants), le Times Higher Education (plutôt utilisé par les universités et les administrations), le CWTS Leiden, respecté des spécialistes, etc.

On s'y perd et chaque classement a ses lacunes : certains mettent l'accent sur la seule quantité de publications, d'autres sur les débouchés professionnels des étudiants, la réputation académique, les enseignements. Mais pris dans leur ensemble, ces études et classements nous envoient des signaux dans le temps et l'espace : où sont les meilleurs élèves et les meilleures universités ? Qui progresse, qui s'enfonce ? Des signaux académiques certes, mais dont il convient de faire aussi une lecture géopolitique. Car un rapport de force international se dégage. Et parce qu'il s'agit d'élèves et d'étudiants, c'est-à-dire de futures élites – ou pas –, forces vives, travailleurs, cerveaux, c'est aussi la compétition stratégique à l'horizon de dix, vingt ans ou plus qui s'esquisse sous nos yeux.

CE QUE NOUS APPRENNENT CES DONNÉES

Comme on le sait, l'étude Pisa 2026 est accablante : la moyenne OCDE atteint son niveau le plus faible jamais enregistré. Entre 2015 et 2025, la baisse représente 28 points en lecture (environ un an et demi d'apprentissage, selon l'OCDE) et 22 points en mathématiques. Un élève sur cinq se situe sous le niveau de compétence de base. L'Asie se porte bien mieux. Les six premiers pays en mathématiques sont asiatiques et la Chine (participante pour les juridictions de Pékin, Shanghai, Jiangsu et Zhejiang) obtient un score de 612 contre 463 pour la moyenne OCDE. En mathématiques, 54% des élèves des quatre zones test chinoises atteignent les niveaux 5 ou 6, contre seulement 5% en France et 8% dans l'OCDE. Même s'il s'agit de régions urbanisées et favorisées qui ne représentent pas la partie de la Chine plus éloignée des centres d'excellence, l'écart impose l'humilité. Singapour, Japon, Corée du Sud et Taïwan font également bonne figure.

Au niveau universitaire, Etats-Unis et Royaume-Uni reprennent la tête. Dans le classement de Shanghai, on trouve 18 universités américaines et 4 britanniques dans les 30 premières (et 8 américaines dans le top 10, avec l'incontournable Harvard en tête, contre laquelle Donald Trump livre une guerre ouverte). Mais la Chine joue aujourd'hui dans la même catégorie avec 4 universités dans le top 30 (Tsinghua, Peking, Zhejiang, Shanghai Jiao Tong). La France n'a qu'une université dans les 20 premières (Paris Saclay), 4 dans les 60 premières, toutes en région parisienne.

CONCURRENCE SUR LE THÉÂTRE D'OPÉRATIONS UNIVERSITAIRE

Ces classements sont scrutés mondialement, dans une rivalité sans merci pour attirer des talents qui, est-il permis de penser, garderont des liens durables (pour peu qu'on sache les entretenir) avec ce qui aura été leur pays d'accueil le temps d'un diplôme. D'où les efforts entrepris pour attirer les cerveaux étudiants, qui représentent également une manne financière par leurs droits d'inscription. Etats-Unis et Royaume-Uni restent en tête de l'accueil des mobilités étudiantes, mais les frasques de Donald Trump coûtent sans doute une baisse de 15% des demandes chaque année, et la Grande-Bretagne perd du terrain. Outre la concurrence de l'Australie, du Canada, de l'Allemagne, les études en Corée du Sud, au Japon, en Chine, Turquie ou Malaisie sont désormais très demandées. Turquie et Arabie offrent des bourses nombreuses, Chine et Russie ont des programmes ambitieux (30 à 40 000 places financées par an).

La Chine attire les étudiants de son environnement asiatique et les pays liés à sa « Belt and Road Initiative ». La Russie attire d'avantage le monde ex-soviétique, notamment l'Asie centrale. Les bénéficiaires des « Türkiye Scholarships » dessinent trois bassins : monde turcophone, Moyen-Orient et Afrique musulmane. Pour l'Arabie saoudite les 32 000 boursiers étrangers viennent majoritairement du monde arabe, Afrique musulmane et Asie musulmane.

L'Occident a des concurrents, son image se dégrade et les étudiants recherchent une affinité régionale, parfois religieuse. Le Sud attire le Sud. Et les résultats Pisa n'inverseront pas la tendance.

ET DEMAIN ?

Lorsqu'il enseignait – c'était un autre monde – au MGIMO de Moscou (Institut d'Etat des relations internationales) ou dialoguait – et dialogue toujours – avec des étudiants chinois, indiens ou bien d'autres, votre chroniqueur constatait les différences parfois inquiétantes entre ces étudiants et ceux de notre Europe occidentale. Si « les nôtres » ont toujours affiché un esprit critique et créatif rassurant, il y avait ailleurs des performances linguistiques, des connaissances factuelles et un sérieux déroutants. Il s'ouvrait parfois

« *Continuons d'accueillir ces étudiants venus de mondes politiquement de plus en plus éloignés, pour dialoguer, comprendre et apprendre* »

de cette situation à nos ambassades : quel paysage aurons-nous lorsque ces jeunes, par ailleurs tous sympathiques, seront à leur tour décideurs, entrepreneurs, diplomates, journalistes, chercheurs ? Notre rejet des prérequis obligatoires au nom de méthodes éducatives novatrices sera-t-il un handicap face à des professionnels pour qui l'erreur n'est pas permise ? Lorsque les uns et les autres s'adresseront à des publics dont le niveau de lecture et d'écriture affichera quelques centaines de « points Pisa » d'écart, quelles en seront les conséquences politiques ?

Les ravages intellectuels des écrans et de l'IA touchent le monde entier. Mais le degré d'exigence n'est pas le même partout. Notre « ce n'est pas grave » a un prix face à des systèmes politiques qui ne nous veulent pas que du bien. Continuons d'accueillir ces étudiants venus de mondes politiquement de plus en plus éloignés, pour dialoguer, comprendre et apprendre. Pisa et Shanghai, avec leurs défauts, nous commandent de le faire pour analyser le risque géopolitique qui vient, et peut-être le conjurer.

@charillon

Die Linke, bien placé pour remporter la mairie dimanche, et les Verts veulent nationaliser 220 000 logements

A Berlin, l'incroyable promesse électorale de la gauche radicale

Monts et merveilles

Les conservateurs de Friedrich Merz sont au coude à coude dans les sondages avec le parti de gauche alternative Die Linke en vue du scrutin régional organisé dimanche dans la capitale allemande. **Die Linke vise une alliance gauche plurielle pour répondre vigoureusement à la crise du logement.**

Luc André (à Berlin)

Le sort de 220 000 logements, détenus par des bailleurs privés à but lucratif, sera entre les mains des électrices et électeurs berlinois dimanche. En 2021, ils s'étaient prononcés pour leur nationalisation lors d'un référendum d'initiative populaire, charge étant laissée aux autorités de la capitale allemande d'en étudier la faisabilité.

Cinq ans plus tard, la crise du logement s'est encore aggravée dans la métropole de 3,9 millions d'habitants qui compte 85% de locataires. Les loyers à la (re) location ont ainsi augmenté de plus de 40% depuis le référendum pour atteindre en moyenne 15,84 euros par m² hors charges début 2026, et ce en dépit d'un dispositif d'encadrement en vigueur depuis 2015.

La mise en œuvre du référendum de 2021 est la proposition phare du parti de gauche alternative Die Linke, en position de prendre la mairie à la CDU de Friedrich Merz selon les derniers sondages. « Selon une commission d'experts installée par le gouvernement régional sortant, la nationalisation est juridiquement possible et finançable », assure sa cheffe de file Elif Eralp. La juriste de 45 ans considère le prix des loyers comme « la question sociale centrale » à Berlin et promet de tout entreprendre pour les faire baisser en cas de succès dans les urnes.

Des enseignants refusent des postes dans la région, faute de pouvoir s'y loger. Le même problème touche les infirmiers

Pourquoi les fonctionnaires boudent le nord de l'Italie

Offres d'emploi

La pénurie de logements abordables constitue un frein majeur à l'arrivée de nouvelles recrues dans le nord de l'Italie. **Le fléau touche aussi les salariés qui y vivent déjà.**

Francesco Maselli (à Rome)

EN ITALIE, même un poste permanent ne suffit plus toujours à convaincre un fonctionnaire de déménager. C'est ce que révèle cette rentrée scolaire : des centaines d'enseignants ont refusé leur titularisation dans le Nord, préférant conserver un emploi précaire près de chez eux plutôt que d'accepter un CDI à plusieurs centaines de kilomètres. Le phénomène est particulièrement marqué en Lombardie, la région la plus peuplée du pays et l'une de celles où le coût du logement est le plus élevé : des milliers de postes y restent vacants.

Ce qui ressemble à une crise circumscrite à l'école est en réalité le symptôme d'un problème beaucoup plus large : l'Etat italien peine à attirer ses agents là où ils sont nécessaires. La santé en fournit un autre exemple. L'Italie manque déjà structurellement d'infirmiers, mais la pénurie est particulièrement difficile à combler dans les régions du Nord, pour des raisons similaires à celles qui affectent le recrutement des enseignants : les salaires nationaux doivent y faire face à un coût de la vie beaucoup plus élevé.

Prix de l'immobilier. Là aussi, les difficultés se concentrent en Lombardie, où les pouvoirs publics cherchent désormais à agir sur les deux fronts. La Région entend renforcer en 2026 les mesures destinées à attirer et retenir les infirmiers, notamment à travers des logements, des crèches et des transports.

Outre la nationalisation de logements privés, Die Linke prévoit de bloquer les loyers des bailleurs municipaux (400 000 logements), de donner plus de moyens à ces sociétés publiques pour construire des logements sociaux, de combattre les locations de courte durée et les loyers excessifs et enfin d'obliger les propriétaires d'au moins 50 logements à proposer un tiers de leur parc à un tarif social. « Nous avons des propositions radicales pour le marché locatif car il faut des réponses radicales », assume la candidate Die Linke, inspirée par la campagne victorieuse de Zohran Mamdani à New York.

Plaintes. Le plan de nationalisation est radical. Par une loi régionale, s'appuyant sur l'article 15 de la constitution allemande, Die Linke entend exproprier les bailleurs à but lucratif et enfin d'obliger les propriétaires d'au moins 50 logements à proposer un tiers de leur parc à un tarif social. « Nous avons des propositions radicales pour le marché locatif car il faut des réponses radicales », assume la candidate Die Linke, inspirée par la campagne victorieuse de Zohran Mamdani à New York.

S'attendant à des plaintes, M^{me} Eralp prévient que la mise en œuvre pourra « prendre du temps ». Die Linke devra d'abord convaincre le SPD de retourner sa veste. A l'inverse des Verts, autres partenaires potentiels de coalition, les sociaux-démocrates sont jusqu'ici contre ces expropriations. Arithmétiquement, le SPD et les Verts pourraient aussi former une alliance avec la CDU. « Les deux partis savent qu'ils ne pourront faire passer leurs mesures sociales et sur les loyers avec les conservateurs », pointe Elif Eralp.

Certaines structures hospitalières proposent déjà directement des logements ou des solutions d'hébergement aux infirmiers qu'elles cherchent à recruter.

Derrière ces difficultés se trouve une contradiction ancienne du modèle italien de fonction publique. Les rémunérations sont largement déterminées au niveau national, alors que le coût de la vie ne l'est évidemment pas. Une étude de l'Université catholique de Milan a montré en 2025 l'ampleur des disparités : le coût de la vie dans les zones métropolitaines est en moyenne supérieur de 11% à celui des petites communes ; entre Milan et une petite commune de Basilicate, le coût de la vie peut même être supérieur de 70%.

Le sujet devient d'autant plus difficile à éviter que les grandes villes italiennes ont connu une forte hausse des prix immobiliers sans progression comparable des revenus. En août, le maire de Milan, Giuseppe Sala, a lui-même appelé à « payer davantage » les fonctionnaires travaillant dans les grandes villes. Pour l'instant, l'Etat privilégie cependant une autre réponse : compenser le problème salarial par la politique du logement.

Le plan pour le logement adopté cette année prévoit ainsi d'élargir l'accès aux logements à loyer modéré aux travailleurs exerçant loin de leur domicile, avec une mention explicite des personnels scolaires et sanitaires, des forces de police, des pompiers et des forces armées. Mais cette solution se heurte à une difficulté évidente : la pénurie de logements abordables ne concerne pas seulement les fonctionnaires appelés à s'installer dans une nouvelle région. Elle touche aussi les salariés qui y vivent déjà, souvent avec des revenus tout aussi modestes. Une concurrence difficile à éviter tant que le problème du logement reste aussi aigu.

@FrMaselli

Retrouvez toutes nos chroniques sur lopinion.fr